

preuve de Italien (traduction)

Le débat sur le Brexit n'est pas à la hauteur de l'enjeu

Dans le débat sur le référendum britannique des 23 juin, celui qui décidera si Londres reste dans l'Union européenne, il y a une dimension qui semble manquer totalement : celle éthico-philosophique, et donc politique dans son sens le plus profond. La réflexion, en somme, sur ce que signifie vraiment faire partie d'un organisme supranational comme l'Union.

Depuis des mois, les Britanniques discutent de combien d'argent ils donnent à Bruxelles et de combien ils en reçoivent en retour, des vagues de migrants européens, réelles ou présumées, qui prendraient le travail des autochtones, mettant à genoux les services sociaux. Même si l'on voulait admettre qu'il y ait un quelconque fondement dans ces accusations, pouvons-nous vraiment croire que le rapport entre le projet européen et les Britanniques se résume à cela ?

Est-il pensable que la discussion sur le rôle d'un grand pays comme le Royaume-Uni dans ce qui est la plus importante et ambitieuse association d'États que l'histoire ait jamais connue

puisse se résumer à comment tenir éloignés quelques milliers d'immigrés, à comment obtenir quelque nouvelle concession, à comment économiser quelques millions de livres sur la protection sociale des travailleurs étrangers ?

Je suis certain que plusieurs lecteurs sont déjà en train de penser que je suis un ingénu incurable, le paladin d'un européisme larmoyant et moralisant ou, pire, un imposteur corrompu qui cache les intérêts de lobbies, banques et bureaucraties divers derrière la rhétorique usuelle de "l'intérêt général européen". Et je me rends également compte que cette période historique n'est pas la plus propice pour défendre l'existence de cet intérêt général, qu'il soit économique, politique, stratégique ou culturel.

Mais est-ce vraiment normal de penser qu'un grand pays doive rester en Europe exclusivement pour un calcul de coûts et bénéfices fait à la calculatrice ? Construire un espace de paix, de prospérité et de stabilité le plus grand possible est la tâche. Et le prix à payer revient évidemment en grande partie aux grands pays du continent. Jusqu'à preuve du contraire, Londres est d'un d'eux. L'argent que Londres - comme Berlin,

Paris et Rome - a vu en tout que contributeur net au cours des dernières années a suivi exactement à cela.

Bien sûr, beaucoup de ces fonds ont peut-être été gaspillés via des dépenses évitables, d'autres ont sûrement été utilisés d'une façon impropre. Et, bien sûr, il serait souhaitable de rendre certains mécanismes plus équitables, plus efficaces, plus transparents. Comme il serait souhaitable de rendre les institutions européennes plus démocratiques, de les rapprocher des citoyens, de les pousser à faire des choix politiques et économiques difficiles.

Pais, dans son ensemble, même avec toutes les inégalités internes et les problèmes de certains pays en matière de démocratie et d'État de droit, l'espace européen - de Lisbonne à Varsovie - est aujourd'hui plus sûr et plus stable qu'il y a vingt-cinq ans. Et les efforts politiques et économiques faits n'ont pas été inutiles. Il est certain qu'ils savent bien toutes ces choses à Londres.

Le rapport que les Britanniques ont avec l'Union européenne a toujours été marqué par un fort scepticisme. Mais il est tout de même surprenant de voir comment le débat a été pris en otage par des personnages de très petite stature, comme Nigel Farage, ou par des personnages qui ont clairement des descriptifs politiques différents dans cette bataille, comme Johnson, afin d'être transformé en symbole d'un vieux provincialisme à la "little England" ou en fastidieuses nostalgies impériales vraiment plus de notre temps.

Andrea Pipino, journaliste de Internazionale

17 juin 2016